

Unité départementale du Loiret  
3 rue du Carbone  
45072 ORLEANS Cedex 2

Orléans, le 10/04/2024

**Rapport de l'inspection des installations classées**  
Visite d'inspection du 20/03/2024

**Contexte et constats**

Publié sur 

**CJS**

ZAC de la Colline  
45680 Dordives

Références : YA n°180 / 2024  
Code AIOT : 0010000984

**1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/03/2024 dans l'établissement CJS implanté ZAC de la Colline 45680 Dordives.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CJS
- ZAC de la Colline 45680 Dordives
- Code AIOT : 0010000984    Installation : Avec Titre ☒    Sans Titre ☐
- Régime : E
- Statut Seveso : NON SEVESO
- IED : Non IED

La société CJS-PLV est spécialisée dans la fabrication de mobilier commercial et de présentoirs publicitaires.  
Le site de production de Dordives exerce des activités de travail mécanique des métaux, de traitement de surface et d'application de peinture.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Les points à échéance de l'année 2023 prescrits par arrêté préfectoral complémentaire du 03/02/2023.
- La gestion des risques accidentels et la prévention des accidents.
- La prévention de la pollution atmosphérique.
- La gestion des déchets.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...;

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative »;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète des suites graduées et proportionnées avec :
  - soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription);
  - soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan des constats hors points de contrôle

Par courrier du 18 octobre 2021, complété le 27 janvier 2022, l'exploitant a adressé un dossier de porter à connaissance relatif aux modifications de ses installations portant sur la création d'un bâtiment de stockage de 720 m<sup>2</sup> pour l'entreposage de meubles métalliques, en extension de l'usine existante. Cette demande avait fait l'objet le 30 décembre 2022 d'un rapport de l'inspection des installations classées proposant à l'autorité préfectorale un arrêté préfectoral complémentaire qui a été signé le 3 février 2023.

L'inspection constate que cette extension n'a pas été réalisée. L'exploitant voudra bien faire part à l'autorité préfectorale ainsi qu'à l'inspection des installations classées de sa position vis-à-vis de ce projet, à savoir s'il est maintenu, voire temporairement ou définitivement abandonné.

L'inspection constate également sur site la présence d'un entreposage de palettes vides et de plusieurs contenants en plastique, ainsi que d'une benne à déchets du côté Sud du bâtiment, au niveau d'un des deux quais d'accès camion à l'Unité 1,

cette unité abritant les installations de traitement de surface et de peinture.

Au regard de son potentiel combustible (bois, plastique, etc.), un incendie de cet îlot de matières entreposées serait susceptible d'une part de se propager au bâtiment et d'impacter les installations se trouvant dans l'Unité 1, mais aussi de gêner l'accès des services d'incendie et de secours en cas de sinistre.

Les éléments entreposés seront déplacés dans les meilleurs délais, et l'exploitant devra veiller à ce que cette zone demeure dégagée, de façon permanente et en toute circonstance.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la présente inspection (1)	Proposition de délais
1	Etat des stocks	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 5.1.	Demande d'action corrective	1 Mois
3	Installations électriques	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.14.	Demande d'action corrective	2 Mois
4	Consignes d'exploitation	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 5.1.	Demande d'action corrective	2 Mois
5	Sécurité et lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.11.	Demande d'action corrective	2 Mois
7	Sécurité et lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.12.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
8	Sécurité et lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.1.	Demande d'action corrective	2 Mois
9	Sécurité et lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.1.	Demande d'action corrective	2 Mois
10	Sécurité et lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.6.	Demande d'action corrective	2 Mois
11	Sécurité et lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.18.	Demande d'action corrective	2 Mois
12	Gestion des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.10.	Demande d'action corrective	2 Mois
13	Gestion des eaux d'extinction incendie	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.10.	Demande d'action corrective	1 Mois

16	Installations de traitement de surface	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 7.1.	Demande d'action corrective	2 Mois
17	Installations de traitement de surface	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.2.	Demande d'action corrective	1 Mois
19	Gestion des rejets atmosphériques (traitement de surface)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois
21	Protection des ressources en eau et milieux aquatiques	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 7.2.	Demande d'action corrective	2 Mois
22	Protection des ressources en eau et milieux aquatiques	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 7.3.	Demande d'action corrective	2 Mois
23	Séparateurs d'hydrocarbures	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 7.6.	Demande de justificatif à l'exploitant	1 Mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**


N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Stockage de matières dangereuses et chimiquement incompatibles	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.7.	
6	Sécurité et lutte contre l'incendie	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.1.	
14	Ressources en eaux d'extinction	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.12.	
15	Installations de traitement de surface	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	
18	Gestion des rejets atmosphériques (traitement de surface)	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57	
20	Prévention de la pollution des eaux	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.10.	
24	Gestion des déchets	AP Complémentaire du 03/02/2023, article 8.5.1.	
25	Gestion des déchets dangereux	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.


## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Etat des stocks

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Etat des matières stockées
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées. Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants : 1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées. Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement. Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ; 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions [...].
<b>Constats :</b> L'exploitant ne justifie pas de la nature des produits et des quantités stockées sur son site, notamment au titre des rubriques de son régime de classement: 2565-2a (traitement de surface, dégraissage et de phosphatation), 2560-2 (travail mécanique des métaux et alliages) et 2940-3b (peinture, poudrage époxy).  <b>[PdC n°1]: L'exploitant ne justifie pas d'un état des stocks répondant aux deux objectifs de la prescription.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant fournira à l'inspection un état des stocks répondant aux deux objectifs présentés par la prescription, ainsi qu'un plan général dédié à la présentation des zones d'activités et de stockage du site.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective

**Proposition de délais : 1 Mois**

## N° 2 : Stockage de matières dangereuses et chimiquement incompatibles

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.7.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Conditions particulières de stockage des produits dangereux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>[...] Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même zone de collecte des eaux d'extinction, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses (solvants, huiles de coupe, etc.) sont stockées dans des armoires coupe-feu 2 heures avec rétention intégrée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La zone de production est composée de trois unités (U1: conditionnement et peinture, U2: soudure, U3: tôlerie et façonnage).</p> <p>Le responsable de la maintenance présente à l'inspection trois armoires métalliques installées pour stocker les produits en risque 2, soit quelques solvants et les huiles de coupe.</p> <p>L'une se trouve dans la zone de pliage des tôles (entre U2 et U3), les deux autres sont positionnées dans la zone de traitement de surface (U1). L'inspection précise que le contenu de ces trois armoires n'a pu être consulté le jour de la visite, celles-ci étant fermées à clé.</p> <p>Chacune de ces armoires, positionnée sur une rétention adaptée, est équipée d'un présentoir de documents contenant les fiches de données de sécurité des produits stockés, des consignes de stockage et de rangement. Un kit anti-pollution est également disposé à proximité pour traiter un déversement accidentel lors des manipulations de produits.</p> <p>Ces armoires sont sécurisées par serrure, la clé est détenue par le responsable de l'unité dans laquelle chaque armoire est positionnée.</p> <p><b>[PdC n°2]: Pas d'écart constaté.</b></p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>



### N° 3 : Installations électriques


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.14.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Entretien des installations électriques
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et vérifiées. [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit à l'inspection les documents suivants:  1/ les deux derniers comptes rendus de vérification périodique des installations électriques Q18 (QUALICONSULT Exploitation; prestations des 4 mars 2022 et 2 février 2023). L'inspection note que la précédente visite avait été réalisée le 22 janvier 2021; l'exploitant lui indique faire réaliser chaque année à son prestataire une vérification des installations électriques avec délivrance des comptes rendus Q18 et Q19. Le prestataire indique que les prestations réalisées en 2022 et 2023 ont consisté en la vérification des installations électriques visibles et accessibles à l'exception de : –essais des dispositifs de protection pour des impératifs de continuité d'exploitation (coupure totale non autorisée par l'exploitant); –matériels installés en faux-plafonds; –protections dans les canalis inaccessibles; –matériels en toiture faute d'accès en sécurité. Le prestataire indique avoir constaté l'absence de danger mais relève la <b>présence de poussière déposée ou des substances de nature à provoquer un danger dans les armoires électriques</b> (danger déjà signalé par le prestataire).  <b>Ainsi, en conclusion de ces deux derniers Q18, le prestataire déclare que l'installation électrique peut entraîner des risques d'incendie et d'explosion.</b>  L'exploitant déclare à l'inspection que les armoires électriques situées dans la zone de poudrage ne sont pas totalement étanches, et qu'il réalise un dépoussiérage de celles-ci deux fois par an.  2/ les deux derniers rapports de vérification d'installations électriques par thermographie infrarouge avec délivrance d'un compte-rendu Q19 (QUALICONSULT Exploitation; prestations des 19 janvier 2022 et 3 janvier 2023). En conclusion de ces deux rapports, le prestataire donne l'avis suivant concernant le niveau de sécurité de l'installation électrique du site par rapport au risque incendie : "l'installation est correctement maintenue dans l'ensemble et aucune anomalie n'a été constatée lors de l'inspection, le risque d'incendie d'origine électrique semble faible."  Néanmoins, l'inspection note qu'au titre des deux Q18 fournis, certaines parties des installations électriques n'ont pas été contrôlées par le prestataire, et que celui-ci formule une observation concernant le risque incendie en raison de la présence de poussière dans les armoires électriques.  La périodicité du dépoussiérage des armoires électriques choisie par le responsable de la maintenance doit être justifiée au regard de leur niveau d'empoussièrement.  L'inspection considère le dépoussiérage régulier comme une mesure compensatoire dans l'attente de la mise en oeuvre d'une solution de mise en conformité pérenne des armoires électriques.  <b>[PdC n°3]: Les installations électriques présentent un risque d'incendie en raison de la présence de poussière dans certaines armoires électriques.</b>

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**


L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un plan d'action visant à résoudre la problématique d'empoussièrement des armoires électriques constatée par son prestataire, clairement identifiée dans ses deux derniers rapports de contrôle comme un risque potentiel d'incendie.

**Respect de la prescription :****Type de suites proposées :** Avec suites**Proposition de suites :** Demande d'action corrective**Proposition de délais :** 2 Mois

#### N° 4 : Consignes d'exploitation

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 5.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Plan de maintenance
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté. [...]
<b>Constats :</b> Le responsable de la maintenance du site, qui n'est pas assisté dans sa fonction, indique à l'inspection que la maintenance est en partie externalisée et donc réalisée au titre de contrats de services auprès de prestataires. Ainsi il ne pilote pas les opérations de maintenance préventive et corrective à l'aide d'un outil de gestion informatisé (tableur Excel par exemple) et n'est pas en mesure de présenter à l'inspection les consignes d'exploitation requises par la présente prescription.  <b>[PdC n°4] : L'exploitant n'a pas établi de consignes d'exploitation ni de plan de maintenance préventive et corrective pour l'ensemble de ses installations.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant établira les consignes d'exploitation requises et mettra en place un outil de gestion à sa convenance pour piloter les opérations de maintenance du site. Il transmettra à l'inspection la preuve documentaire de sa mise en œuvre (extrait ou capture d'écran, par exemple)
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois


## N° 5 : Sécurité et lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.11.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Mise en service d'une détection incendie (deux zones)
<b>Prescription contrôlée :</b> La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les locaux de production, les locaux techniques et pour les stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site. [...]
<b>Constats :</b> En phase préparatoire de l'inspection, les éléments justifiant de la mise en service d'une détection automatique d'incendie ont été demandés dans la lettre d'annonce de visite d'inspection. Aucun élément n'a été fourni par l'exploitant en réponse. L'arrêté préfectoral complémentaire susvisé prescrivait au Chapitre 12 (échéances) la mise en service d'une détection incendie au droit de la zone de stockage (extension) et de la ligne de traitement de surface et peinture, avec une échéance fixée au 31 décembre 2023. Lors de la visite, l'inspection constate que : <ul style="list-style-type: none"><li>– l'extension de 720 m<sup>2</sup> du bâtiment existant, dont le projet avait été porté à la connaissance de l'autorité préfectorale en janvier 2022, n'a pas été réalisée ;</li><li>– la ligne de traitement de surface n'est pas équipée d'une détection incendie.</li></ul> En revanche, la cabine de poudrage dispose de son propre système de détection et d'extinction incendie par diffusion de dioxyde de carbone.  <b>[PdC n°5] : Absence de mise en service d'une détection incendie au droit de la ligne de traitement de surface et de peinture.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant procèdera à la mise en place d'une détection incendie adaptée au droit des installations de traitement de surface. L'inspection précise à l'exploitant qu'au titre de l'arrêté ministériel du 9 avril 2019 (rubrique 2565), un dispositif de détection automatique d'incendie doit être installé dans les locaux abritant l'installation de traitement de surface. <b>Ce dispositif comprendra au moins une sonde permettant de détecter une élévation anormale de la température des vapeurs circulant dans chaque système d'aspiration. Cette disposition est applicable au 1er juillet 2024.</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites


**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois


## N° 6 : Sécurité et lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Maintien en conformité des extincteurs
<b>Prescription contrôlée :</b> Les extincteurs doivent être contrôlés selon une fréquence minimale annuelle par un organisme agréé.
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit à l'inspection le 15 mars 2024 les comptes rendus de vérification périodique au titre des années 2022, 2023 et 2024 réalisés par son prestataire ARLI Extincteurs. L'installation est déclarée conforme et maintenue conformément aux exigences du référentiel APSAD R4.  Au titre des trois dernières années, l'exploitant justifie ainsi d'un maintien en conformité de son parc d'extincteurs à une fréquence annuelle.  [PdC n°6] : Pas d'écart constaté.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 7 : Sécurité et lutte contre l'incendie


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.12.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Poteaux incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : [...] <ul style="list-style-type: none"><li>• de deux poteaux incendie de 100 mm (n°80 et n°82), fournissant en simultané un débit de 120 m³/h sous 1 bar, durant 2 heures, sous des pressions minimale et maximale permettant la mise en œuvre des pompes des engins de lutte contre l'incendie ; [...]</li></ul>
<b>Constats :</b> [PdC n°7] : L'exploitant ne justifie pas des valeurs de débit des deux poteaux incendie constituant une partie de ses ressources en eau d'extinction.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant fournira à l'inspection un relevé des débits utiles des poteaux publics n°80 et 82.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

## N° 8 : Sécurité et lutte contre l'incendie


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Robinets incendie armés
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification préventive des robinets incendie armés doit être réalisée à une fréquence minimale annuelle, par un organisme agréé.
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit à l'inspection le 15 mars 2024 le rapport d'une vérification des robinets incendie armés (RIA) réalisée par la société ARLI le 3 novembre 2022.  Le site est équipé de 9 RIA de portée 30 mètres (6 DN25 et 3 DN33). Résultats du contrôle : <ul style="list-style-type: none"><li>– pression statique 4,3 bar ;</li><li>– pression dynamique 2,8 bar ;</li><li>– débit : 159 l/min.</li></ul> Aucune remarque de la part du prestataire.  L'exploitant indique à l'inspection qu'aucune vérification périodique des RIA n'a été réalisée au titre de l'année 2023.  <b>[PdC n°8] : L'exploitant ne justifie pas de la vérification préventive de son parc de robinets incendie armés à la fréquence annuelle.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant fera procéder à la vérification préventive de son parc de RIA et en transmettra le compte rendu à l'inspection.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois



## N° 9 : Sécurité et lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> Une vérification préventive (bon fonctionnement, état des liaisons, accessibilité des commandes, etc) doit être réalisée à une fréquence minimale annuelle par une personne compétente ou un organisme agréé.
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit à l'inspection le 15 mars 2024 un rapport de vérification réalisée par la société ARLI le 3 novembre 2022 des installations de désenfumage : aucune remarque de la part du prestataire.  L'exploitant indique à l'inspection qu'aucune vérification périodique des installations de désenfumage n'a été réalisée au titre de l'année 2023.  <b>[PdC n°9] : L'exploitant ne justifie pas de la vérification préventive des installations de désenfumage à la fréquence annuelle.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant fera procéder à la vérification préventive de ses installations de désenfumage et en transmettra le compte rendu à l'inspection.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 10 : Sécurité et lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Désenfumage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Un cantonnement est réalisé au droit des mezzanines pour éviter la propagation des gaz chauds en cas d'incendie entre unités (U1, U2 ou U3). Chaque écran de cantonnement est stable au feu de degré un quart d'heure, et a une hauteur minimale de 1 mètre.
<b>Constats :</b> L'échéance de mise en place d'un cantonnement des fumées au droit des mezzanines était fixée au 30 juin 2023 dans l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé.  L'inspection constate le jour de la visite que les tôles de cantonnement en prolongation des cantons existants n'ont pas été installées en partie haute des mezzanines ; en leur absence, des gaz chauds résultant d'un incendie seraient susceptibles de se propager d'une unité de production à l'autre via ces mezzanines.  L'installation de ce cantonnement doit permettre d'éviter la propagation de gaz chauds générés par un incendie d'une unité de production à l'autre.  En réponse à une incompréhension formulée le jour de la visite, l'inspection précise à l'exploitant que cette opération est à décorrélérer de la création de l'extension de 720 m², et que l'installation de ces tôles reste exigible en l'absence actuelle de sa construction.  Le cas échéant, l'extension étant prévue en prolongation de l'unité 2 du côté Sud du bâtiment, il faudrait également ajouter une tôle de cantonnement pour contenir les gaz chauds d'un incendie au sein de l'unité 2, en vue d'éviter leur propagation dans l'extension.  <b>[PdC n°10] : Absence de mise en place du cantonnement des fumées au droit des mezzanines.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection une preuve photographique de l'installation de tôles de cantonnement des fumées en partie haute des mezzanines.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 11 : Sécurité et lutte contre l'incendie

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.18.

**Thème(s) :** Risques accidentels - Plan de défense incendie

**Prescription contrôlée :**

Un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables. Il comprend :

- « les schémas d'alarme et d'alerte » décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;
- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;
- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- les plans d'implantation des différentes zones de stockage (armoire coupe-feu, etc..) ;
- les plans et documents prévus à l'article 10.3 du présent arrêté ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage ;
- la localisation des interrupteurs centraux ;
- la procédure de pompage des eaux d'extinction prévue à l'article 10.10 du présent arrêté ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

**Constats :**

### Constats

L'exploitant fournit à l'inspection le 15 mars 2024 un POI (Plan d'Opération Interne), sans les trois annexes que celui-ci mentionne.

Ce document est basé sur une évaluation des risques qui semble tout à fait pertinente, pour chacune des trois unités de production du site. Il présente notamment :

- un schéma d'alerte décrivant la conduite à tenir en cas de sinistre (engagement des équipiers de première intervention puis du responsable de site, déclenchement du POI, alerte et accueil des secours) ;
- les messages d'alerte aux services de secours et aux interlocuteurs locaux (Préfecture, Mairie de Dordives, DREAL) ;
- les différentes sources de dangers auxquelles les personnels sont exposés ainsi que les moyens de lutte et d'intervention dont ils disposent ;
- l'organisation des secours en cas d'évacuation ou de mise en oeuvre du POI ;
- les différentes fonctions (communication, observation, intervention, exploitation) avec désignation nominative et coordonnées téléphoniques ;
- deux logigrammes, le premier pour un scénario "alerte incendie", le second pour un scénario "fuite de gaz" ;
- un modèle de rapport d'accident ;
- un logigramme décrivant la conduite à tenir en fonction du type de travaux réalisés sur le site par une entreprise extérieure (obligation de plan de prévention, obligation de permis de feu, etc. ).

Au regard de la prescription de l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 février 2023, le "Plan d'Opération Interne" présenté par l'exploitant est tout à fait qualitatif et pourra utilement être utilisé comme base avant de le renommer "Plan de Défense Incendie", après lui avoir apporté les compléments suivants :

- les modalités d'accueil des intervenants du SDIS en périodes ouvrées et non ouvrées ;
- la justification des compétences du personnel susceptible d'intervenir avec des extincteurs et des RIA ;
- un plan d'implantation des zones de stockage (armoire coupe-feu, etc.) ;
- une procédure de gestion de l'accessibilité et les mesures organisationnelles qui en découlent ;
- la procédure de pompage des eaux d'extinction prévue à l'article 10.10 de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) ;
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
- les modalités de mise en oeuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte ;
- la mention de l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
- les modalités d'accès aux fiches de données de sécurité en toute circonstance, et comment celles-ci sont tenues à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

**L'exploitant veillera à ce que le plan de défense incendie et ses mises à jour soit transmis aux services d'incendie et de secours.**

**[PdC n°11] : Le plan de défense incendie présenté par l'exploitant est incomplet.**

### Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant complètera son actuel "plan d'opération interne" pour le convertir en "plan de défense incendie" répondant à l'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire susvisé ; il en adressera une copie aux services d'incendie et de secours ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

**Respect de la prescription :**




**Type de suites proposées :** Avec suites


**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 2 Mois


## N° 12 : Gestion des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.10.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Etude de capacité
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant doit réaliser une étude permettant de justifier les capacités de ses installations à collecter et confiner les eaux d'extinction et de refroidissement en cas d'incendie. Cette étude est transmise à l'inspection des installations classées. Le cas échéant, les travaux rendus nécessaires pour gérer ces eaux sur sites sont réalisés sans délai. Dans l'attente de la transmission de cette étude et le cas échéant de la réalisation des travaux, l'exploitant prend les dispositions d'urgence pour assurer un pompage des eaux d'extinction par une entreprise spécialisée avant la saturation des capacités disponibles, opération compatible avec le délai prévisible de remplissage en cas d'incendie, eu égard à la configuration du site. Ces dispositions sont formalisées dans le plan de défense incendie, dans sa mise à jour prévue par l'article 10.18 du présent arrêté.
<b>Constats :</b> L'arrêté préfectoral complémentaire susvisé fixait l'échéance du 30 juin 2023 pour la réalisation d'une étude permettant de justifier les capacités de ses installations à collecter et confiner les eaux d'extinction et de refroidissement en cas d'incendie. Le volume nécessaire à ce confinement est de 980 m <sup>3</sup> .  L'inspection note que l'échéance fixée n'a pas été respectée, au jour de la visite l'exploitant n'a pas réalisé l'étude requise.  <b>[PdC n°12] : L'exploitant ne dispose pas de l'étude de capacité requise pour le confinement des eaux d'extinction sur le site.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant fournira à l'inspection l'étude requise, dans les délais fixés au titre du présent rapport.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois


## N° 13 : Gestion des eaux d'extinction incendie

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.10.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Disponibilité du volume de confinement
<b>Prescription contrôlée :</b> Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées pour l'extinction d'un incendie et le refroidissement, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées, grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent, afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. [...] Le volume nécessaire à ce confinement est de 980 m³.[...]
<b>Constats :</b> Lors de la visite l'inspection constate l'entreposage d'environ 60 m3 de palettes vides empilées et de contenants, ainsi que la présence d'une benne à déchets positionnée au niveau d'un des deux quais d'accès camion au Sud de l'Unité 1 du bâtiment de production.  En cas de sinistre incendie, cette zone en décaissement est susceptible de constituer une partie du volume de confinement des eaux d'extinction de l'Unité 1 : à ce titre elle doit être dégagée de tout entreposage de matières, quelles qu'elles soient.  <b>[PdC n°13] : Présence d'un volume de matières entreposées impactant la capacité de rétention des eaux d'extinction au droit de l'Unité 1.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant prendra les dispositions nécessaires à l'avenir pour qu'en tout temps, les deux quais d'accès camion et leur voie d'accès soient maintenus dégagés d'entreposage, dans la mesure où cette zone est réputée offrir une partie du volume de confinement des eaux d'extinction en cas de sinistre incendie. En premier lieu, il dégagera dans les meilleurs délais les palettes, les contenants et la benne à déchets qui se trouvent à cet endroit, puis il transmettra à l'inspection la preuve photographique de leur retrait.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois

## N° 14 : Ressources en eaux d'extinction


<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.12.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Volume d'eau nécessaire à la défense d'un incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le débit et la quantité d'eau nécessaires (volume nécessaire calculé : 480 m <sup>3</sup> /h) sont calculés conformément au document technique D9 (guide pratique pour le dimensionnement des besoins en eau de l'Institut national d'études de la sécurité civile, la Fédération française des sociétés d'assurances et le Centre national de prévention et de protection, édition septembre 2001).[...]
<b>Constats :</b> L'exploitant a adressé le 27 janvier 2022 au SDIS ainsi qu'à l'inspection des installations classées une note de calcul D9 établissant des besoins en eau de 480 m <sup>3</sup> /h pendant deux heures, soient 960 m <sup>3</sup> . Après prise en compte du débit cumulé des deux poteaux incendie (240 m <sup>3</sup> en deux heures) et de la réserve incendie communale n°5002 de 300 m <sup>3</sup> , la défense extérieure contre l'incendie publique présentait un volume cumulé de 540 m <sup>3</sup> en deux heures. La totalité des besoins en eau n'étant ainsi pas satisfaite, le SDIS indiquait qu'un complément de 420 m <sup>3</sup> devait être fourni. Le jour de la visite, l'inspection constate la mise en place effective par l'exploitant d'une citerne incendie d'un volume utile de 400 m <sup>3</sup> . Celle-ci est clôturée, équipée de quatre lignes d'aspiration, située à une cinquantaine de mètres au Sud de l'entrepôt et à quelques dizaines de mètres de la réserve incendie communale n°5002 équipée de deux lignes d'aspiration. Concernant l'accès aux deux citernes, les surfaces minimales pour stationner les engins du SDIS sont respectées. Le complément en eau requis par le SDIS étant apporté par la citerne de 400 m <sup>3</sup> qui a été installée, l'exploitant justifie du volume d'eau nécessaire à la défense d'un incendie, établi en janvier 2022.  <b>[PdC n°14] : Pas d'écart constaté.</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>

## N° 15 : Installations de traitement de surface


<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Sécurité des dispositifs de chauffage des bains
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
<b>Constats :</b> Le tunnel d'aspersion de l'installation de traitement de surface est alimenté par trois cuves présentant les caractéristiques suivantes : <ul style="list-style-type: none"><li>- la cuve n°1 d'un volume de 10000 litres, chauffée à 50°C (fonction dégraissage / produit utilisé : SURFACIT D33 à 20 ml/l) ;</li><li>- la cuve n°2 d'un volume de 2500 litres (fonction premier rinçage / produit utilisé : SURFACLEAN N1000) ;</li><li>- la cuve n°3 d'un volume de 2500 litres (fonction second rinçage / eau).</li></ul> La cuve n°1 n'est pas chauffée par une résistance électrique, mais par une chaudière alimentée au gaz délivrant de l'eau à 85°C, équipée d'un échangeur thermique à plaques. La chaudière fonctionnant indépendamment et chauffant la cuve de traitement de surface par échange thermique, le risque de surchauffe d'un dispositif en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve est nul. Le responsable de la maintenance précise à l'inspection que l'installation est équipée d'une rétention de 20000 litres, ainsi que d'une cuve de secours de 20000 litres.  <b>[PdC n°15] : Pas d'écart constaté.</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>




## N° 16 : Installations de traitement de surface

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 7.1.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Disconnexion
<b>Prescription contrôlée :</b> Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique. Ces dispositifs sont entretenus et contrôlés annuellement, le cas échéant.
<b>Constats :</b> Le disconnecteur d'alimentation en eau de l'installation de traitement de surface doit faire l'objet d'une vérification préventive à une fréquence minimale annuelle par une personne compétente ou un organisme agréé. L'exploitant transmet à l'inspection le 15 mars 2024 le compte rendu de l'intervention de contrôle réglementaire du disconnecteur de l'installation de traitement de surface réalisée le 5 août 2021 par la société APAVE. Ce rapport précise que le dernier contrôle de ce dispositif avait été réalisé le 9 septembre 2020. L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection les rapports de contrôle de ce disconnecteur au titre des années 2022 et 2023.  <b>[PdC n°16] : L'exploitant ne justifie pas de la réalisation d'une vérification préventive annuelle du disconnecteur de son installation de traitement de surface.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant fera réaliser le contrôle réglementaire du dispositif et en transmettra le rapport à l'inspection.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois


## N° 17 : Installations de traitement de surface

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre - Plan des cuves
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan tenu à jour de l'ensemble des cuves de l'installation précisant pour chacune d'elle ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). [...]
<b>Constats :</b> L'exploitant présente un tableau de recensement des trois cuves de son installation de traitement de surface (cuve n°1 : fonction dégraissage, cuves n°2 et n°3 : fonction rinçage). Ces données devront être complétées par un plan d'implantation de ces cuves au sein de l'Unité 1.  <b>[PdC n°17] : L'exploitant n'est pas en mesure de présenter à l'inspection un plan des cuves de traitement de surface présentant leurs caractéristiques techniques et chimiques.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant établira le plan requis et en transmettra une copie à l'inspection.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


## N° 18 : Gestion des rejets atmosphériques (traitement de surface)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 57
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Rejets atmosphériques des installations de traitement de surface
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] L'installation respecte les valeurs limites en concentration ci-après pour les polluants susceptibles d'être rejetés :  Polluant : Acidité totale exprimée en H Rejet direct (en mg/m3) : 0,5
<b>Constats :</b> L'exploitant fournit à l'inspection le 15 mars 2024 le document suivant : – Rapport de mesures des rejets atmosphériques de la ligne de traitement de surface émis par l'APAVE le 3 juin 2020. Les prélèvements réalisés sur une durée de 60 minutes ont été analysés par le laboratoire EUROFINs et font l'objet d'un rapport d'analyses daté du 17 juin 2020. L'analyse du paramètre acidité présente un résultat inférieur à 0,01 mg H+/l. L'indice de pollution acide de l'installation de traitement de surface est donc très inférieur aux valeurs limites en concentration fixées par la prescription. Le rejet est conforme.  <b>[PdC n°18] : Pas d'écart constaté.</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 19 : Gestion des rejets atmosphériques (traitement de surface)

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 58
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Périodicité de surveillance des émissions
<b>Prescription contrôlée :</b> Une mesure des concentrations dans les effluents atmosphériques des polluants susceptibles d'être émis visés à l'article 57 est réalisée au niveau de chaque exutoire sur un échantillon représentatif du rejet et du fonctionnement des installations au plus tard dans l'année suivant la mise en service de l'installation puis tous les ans.
<b>Constats :</b> En phase préparatoire de l'inspection, l'exploitant a fourni uniquement le rapport de mesures des rejets atmosphériques de la ligne de traitement de surface émis par l'APAVE le 3 juin 2020. Il indique à l'inspection avoir fait réaliser des mesures de rejets atmosphériques au titre des années 2021, 2022 et 2023, qu'il s'engage à transmettre à l'inspection.  <b>[PdC n°19] : L'exploitant ne justifie pas de mesures annuelles des rejets atmosphériques de son installation de traitement de surface.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection les rapports de mesures des rejets atmosphériques établis au titre des années 2021, 2022 et 2023 évoqués lors de la visite d'inspection.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois


## N° 20 : Prévention de la pollution des eaux

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 10.10.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Vanne de barrage
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les réseaux de collecte des effluents et des eaux pluviales de l'établissement sont équipés de dispositifs d'isolement visant à maintenir toute pollution accidentelle, en cas de sinistre, sur le site. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement en cas de détection d'un incendie. Leur entretien et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne. [...]
<b>Constats :</b> La vanne de barrage est située dans un regard qui se trouve à quelques mètres de l'Unité 1 en façade Sud du bâtiment. Pour éviter le vol, la clé de manœuvre et la trappe d'accès à la vanne de barrage portent un cadenas dont la clé (permettant d'ouvrir les deux cadenas) se trouve dans un dormant (boîtier métallique rouge avec une vitre) positionné sur la cloison Sud du bâtiment à côté de la clé de manœuvre. Une fiche de procédure pour manœuvrer la vanne de barrage des eaux d'extinction est disposée bien visiblement à côté de la clé de manœuvre qui est entreposée sur la cloison Sud du bâtiment. En cas de sinistre, l'intervenant doit casser la vitre du dormant pour prendre la clé lui permettant de mobiliser la clé de manœuvre et d'ouvrir le regard de la vanne de barrage situé à quelques mètres. Le responsable de la maintenance du site indique à l'inspection qu'il s'assure du bon fonctionnement de la vanne de barrage et qu'il en réalise l'entretien une fois par an. A la demande de l'inspection, un test de mise en œuvre de la procédure est réalisé par le responsable de la maintenance. L'inspection constate l'efficacité de la procédure ainsi que le bon entretien du système d'obturation du collecteur d'évacuation, l'isolement du réseau étant obtenu dans un délai acceptable.  <b>[PdC n°20] : Pas d'écart constaté.</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>


## N° 21 : Protection des ressources en eau et milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 7.2.
<b>Thème(s) :</b> Autre - Plan des réseaux
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Un schéma de tous les réseaux d'eau et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,</li><li>• les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...)</li><li>• les secteurs collectés et les réseaux associés</li><li>• les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)</li><li>• les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).</li></ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection le 15 mars 2024 un plan présentant l'ensemble des réseaux du site dont les suivants : réseau RIA, réseau de refroidissement dans l'Unité 2 (soudure), réseau gaz, réseau général d'alimentation en eau.</p> <p>L'inspection précise que les activités menées par l'exploitant relevant des rubriques 2565 (traitement de surface) et 2940 (peinture) ne génèrent pas de rejet aqueux dans l'environnement (zéro rejet).</p> <p>Le plan fourni est incomplet car il présente les réseaux d'alimentation mais pas ceux de collecte (eaux pluviales, eaux usées).</p> <p>L'implantation des dispositifs de coupure (vannes, disconnecteurs...) doit figurer sur le plan.</p> <p><b>[PdC n°21] : Le plan des réseaux présenté par l'exploitant est incomplet.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant complètera son plan des réseaux en y ajoutant les éléments manquants, précisés dans la prescription supra.</p>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 22 : Protection des ressources en eau et milieux aquatiques

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 7.3.
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels - Protection des réseaux internes à l'établissement
<b>Prescription contrôlée :</b> Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents. Des dispositifs doivent permettre l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement, à partir d'un poste de commande ou automatiquement en cas de détection d'un incendie. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.
<b>Constats :</b> L'exploitant indique à l'inspection ne pas avoir connaissance de systèmes d'isolement des réseaux d'assainissement de son bâtiment par rapport à l'extérieur.  <b>[PdC n°22] : Absence de dispositifs d'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant complètera son plan des réseaux en y ajoutant les éléments manquants, notamment les ouvrages d'épuration interne avec leurs points de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 Mois

## N° 23 : Séparateurs d'hydrocarbures

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 7.6.
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques - Entretien des séparateurs
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] Les séparateurs d'hydrocarbures sont équipés d'un obturateur automatique ou d'un flotteur. Ces équipements sont vidangés (hydrocarbures et boues) et curés lorsque le volume des boues atteint la moitié du volume utile du débourbeur et dans tous les cas au moins une fois par an, sauf justification apportée par l'exploitant relative au report de cette opération sur la base de contrôles visuels réguliers enregistrés et tenus à disposition de l'inspection. En tout état de cause, le report de cette opération ne peut pas excéder deux ans. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées. L'obturateur fait l'objet d'un contrôle annuel.
<b>Constats :</b> Le site est équipé de deux séparateurs d'hydrocarbures.  <b>[PdC n°23] : L'exploitant ne justifie pas de l'entretien des séparateurs d'hydrocarbures.</b>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> L'exploitant transmettra à l'inspection les fiches de suivi et bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités issus des séparateurs, ainsi que la preuve documentaire du contrôle annuel de l'obturateur de ces deux dispositifs.
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 Mois



<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 03/02/2023, article 8.5.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Autre - Registre relatif à l'élimination des déchets d'exploitation</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La production et l'élimination des déchets produits par l'établissement doivent faire l'objet d'une comptabilité précise tenue en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>À cet effet, les exploitants des établissements produisant ou expédiant des déchets tiennent à jour un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants.</p> <p>Le registre des déchets sortants contient au moins, pour chaque flux de déchets sortants, les informations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• la date de l'expédition du déchet ;</li> <li>• la nature du déchet sortant (code du déchet au regard de la nomenclature des déchets) ;</li> <li>• la quantité du déchet sortant ;</li> <li>• le nom et l'adresse de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li> <li>• le nom et l'adresse du ou des transporteurs qui prennent en charge le déchet, ainsi que leur numéro de récépissé mentionné à l'article R.541-53 du code de l'environnement ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro du ou des bordereaux de suivi de déchets ;</li> <li>• le cas échéant, le numéro de notification prévu par le règlement CE/1013/2006 ;</li> <li>• le code du traitement qui va être opéré dans l'installation vers laquelle le déchet est expédié, selon les annexes I et II de la directive 2008/98/CE ;</li> <li>• la qualification du traitement final vis-à-vis de la hiérarchie des modes de traitement définie à l'article L.541-1 du code de l'environnement.</li> </ul> <p>Les documents justificatifs de l'exécution de l'élimination des déchets sont annexés au registre prévu ci-dessus et archivés pendant au moins cinq ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant fournit à l'inspection le 15 mars 2024 deux extraits de son registre des opérations relatives à l'élimination des déchets, l'un au titre de l'année 2022, le second au titre de l'année 2023.</p> <p>Pour chaque ligne d'expédition de déchets, le registre de l'exploitant précise :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- la date de prise en charge sur le site, les noms et adresses des transporteurs, l'immatriculation de leurs véhicules et le mode de transport utilisé ;</li> <li>- la désignation, la rubrique du déchet, le numéro du bordereau de suivi, la quantité expédiée ;</li> <li>- les noms et adresses de l'installation vers laquelle le déchet est expédié ;</li> <li>- le code du traitement dans l'installation de destination.</li> </ul> <p>Au titre de l'année 2022, le registre présenté par l'exploitant indique l'élimination des quantités de déchets suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Limailles et chute de métaux : 181 kg</li> <li>– Eaux hydrocarburées : 19,2 t</li> <li>– Eaux hydrocarbures + base de décapage : 28,2 t</li> <li>– Emballages mélangés (cartons, emballages) : 170 t</li> <li>– Emballages mélangés (palettes) : 16,72 t</li> </ul> <p>Au titre de l'année 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– Limailles et chute de métaux : 130 kg</li> <li>– Eaux hydrocarbures + base de décapage : 14,3 t</li> <li>– Big bags poudre époxy : 4,3 t</li> <li>– Emballages mélangés (cartons, emballages) : 198,3 t</li> <li>– Emballages mélangés (palettes) : 17,5 t</li> </ul>

Les deux extraits présentés par l'exploitant répondent aux caractéristiques requises par la prescription supra.


**[PdC n°24] : Pas d'écart constaté.**

**Respect de la prescription :** 

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :**

## N° 25 : Gestion des déchets dangereux

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4
<b>Thème(s) :</b> Autre - Déclaration GERE
<b>Prescription contrôlée :</b> ...] II. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année au ministre chargé des installations classées : – les quantités de déchets dangereux générés ou expédiés par l'établissement dès lors que la somme de ces quantités est supérieure 2 t/an. [...]
<b>Constats :</b> La déclaration GERE au titre de l'année 2023 a été réalisée par l'exploitant le 3 avril 2024.  L'inspection précise que l'installation de traitement de surface du site n'émet pas d'effluents et qu'elle fonctionne en "zéro rejet", donc les déchets de cette installation sont comptabilisés au titre des déchets dangereux.  Les éléments déclarés par l'exploitant sont les suivants : - Mélanges de déchets provenant de dessableurs et de séparateurs (eaux hydrocarburées et bases de décapage) : 14,36 t Il s'agit de la quantité totale de déchets dangereux déclarée au titre de l'année 2023.  <b>[PdC n°25] : Pas d'écart constaté.</b>
<b>Respect de la prescription :</b> 
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b>